

La crise existentielle de l'Union Européenne

Dusan Sidjanski

Reçu : 16.11.2018– Accepté : 28.11.2018

Título / Title / Titolo

La crisis existencial de la Unión Europea
The Existential crisis of the European Union
La crisi esistenziale dell'Unione Europea

Résumé / Resumen / Abstract / Riassunto

L'Union européenne vit une crise existentielle. Deux remarques s'imposent face à la désintégration des communautés politiques multinationales : l'imprévisibilité et la rapidité du processus de désintégration par comparaison avec la lenteur de leur formation. Malgré les différences marquées il s'agit d'une leçon d'histoire immédiate à retenir pour l'Union européenne. Nous sommes devant le premier cas où les effets de la « crise macro » touchent directement les populations, la majorité des citoyennes et des citoyens, qui en souffrent dans leurs corps et leurs esprits. De surcroît, l'Union et ses peuples ont été exposés à un faisceau de menaces et de défis, tant intérieurs qu'extérieurs. Qu'il s'agisse de la Zone euro, des flux migratoires, de la paupérisation au lieu de la prospérité, du terrorisme, de la sécurité ou de la défense, ces domaines en interaction exigent tous, à des niveaux différents, le recours à des pouvoirs souverains.

La Unión Europea vive una crisis existencial. Se imponen dos observaciones ante la desintegración de las comunidades políticas multinacionales: la imprevisibilidad y la rapidez del proceso de desintegración en comparación con la lentitud de su formación. A pesar de las marcadas diferencias, esta es una lección inmediata en la Historia para la Unión Europea. Estamos frente al primer caso donde los efectos de la “macro crisis” afectan directamente a las poblaciones, a la mayoría de los ciudadanos, que sufren en sus cuerpos y mentes. Además, la Unión y sus pueblos han estado expuestos a una serie de amenazas y desafíos, tanto internos como externos. Ya sea en la zona euro, los flujos migratorios, el empobrecimiento en lugar de la prosperidad, el terrorismo, la seguridad o la defensa, todas estas áreas interactivas requieren, en diferentes niveles, el recurso a poderes soberanos.

The European Union is living an existential crisis. Two remarks are needed in the face of the disintegration of multinational political communities: the unpredictability and rapidity of the process of disintegration com-

pared to the slowness of their formation. Despite the marked differences, this is an immediate lesson in History for the European Union. We are in front of the first case where the effects of the « macro crisis » directly affect the populations, the majority of the citizens, who suffer in their bodies and minds. In addition, the Union and its peoples have been exposed to a host of threats and challenges, both internally and externally. Whether in the Eurozone, migratory flows, impoverishment instead of prosperity, terrorism, security or defense, these interacting areas all require, at different levels, recourse to sovereign powers.

L'Unione europea sta vivendo una crisi esistenziale. Due osservazioni devono essere fatte rispetto alla disintegrazione delle comunità politiche multinazionali: l'imprevedibilità e la rapidità del processo di disintegrazione in confronto con la lentezza della loro formazione. Nonostante le marcate differenze, questa è una immediata lezione di Storia per l'Unione Europea. Siamo di fronte al primo caso in cui gli effetti della “macro crisi” colpiscono direttamente le popolazioni, la maggior parte dei cittadini, che soffrono nei loro corpi e nelle loro menti. L'Unione e le sue popolazioni sono state esposte a una serie di minacce e sfide, sia internamente che esternamente. L'eurozona, i flussi migratori, la povertà invece della prosperità, il terrorismo, la sicurezza o la difesa, tutte queste aree richiedono, a vari livelli, il ricorso a poteri sovrani.

Mots-clé / Palabras clave / Keywords / Parole chiave

Construction européenne hybride, crise financière, crise sociétale, paupérisme, sécurité, défense, Brexit

Construcción híbrida europea, crisis financiera, crisis social, empobrecimiento, seguridad, defensa, Brexit

Hybrid European construction, financial crisis, societal crisis, pauperism, security, defense, Brexit

Costruzione ibrida europea, crisi finanziaria, crisi della società, pauperismo, sicurezza, difesa, Brexit

L'Union européenne vit une crise existentielle. A l'exception de l'échec de la CED, qui a entraîné dans sa chute la Communauté politique européenne en brisant l'élan politique et en amputant la Communauté naissante de son pouvoir politique, les crises sont principalement sectorielles, avant l'éclatement des conflits dits « ethniques » en Yougoslavie. La reconnaissance prématurée et unilatérale de la Slovénie et la Croatie par l'Allemagne a mis à mal la confiance entre la France et l'Allemagne en rompant la promesse de Genscher faite à Dumas. Tout aussi grave est la guerre civile, le réveil des nationalismes virulents qui ont dû laisser quelques traces à l'intérieur de l'Union. En parallèle a lieu la désintégration pacifique de l'Union soviétique, promise à une longue durée. Deux remarques s'imposent face à la désintégration des communautés politiques multinationales : l'imprévisibilité et la rapidité du processus de désintégration par comparaison avec la lenteur de leur formation. Malgré les différences marquées il s'agit d'une leçon d'histoire immédiate à retenir pour l'Union européenne.

A la fin du siècle, l'Union connaît un sursaut politique. Les Projets politiques foisonnent après des tentatives avortées, dont le Projet du « noyau dur » de Lamers et Schäuble. L'initiative de Joschka Fischer est suivie de celles du Président Rau et du Président Jacques Chirac, très proche du Chancelier Schröder. Pour la première fois, l'Union lance une **Convention**, au lieu d'une Conférence intergouvernementale, composée de 105 membres dont 3 élus par 15 pays membres et 13 candidats, 16 députés européens et deux membres de la Commission, Michel Barnier et Antonio Vitorino. La Convention comptait en outre le Président Giscard d'Estaing et deux Vice-présidents, Giuliano Amato et Jean-Luc Dehaene. On constate le niveau politique élevé de la Convention¹.

L'euro-enthousiasme fut brisé par les référendums français et néerlandais. A quoi est dû cet échec en France ? A un texte « constitutionnel » de plus de 300

pages, à son illisibilité pour les citoyens ? A ce fourre-tout comprenant même les politiques communes qui dans une communauté démocratique sont susceptibles de modification en fonction des changements de gouvernement ? Quant au recours aux référendums, il témoigne d'une construction européenne hybride, écartelée entre ambitions communautaires et les reliquats des organisations intergouvernementales du passé exigeant des ratifications à l'unanimité. De surcroît, au plan européen c'est une « immense minorité » de voix qui impose son veto ! De Gaulle avait raison : l'Europe tient sa légitimité du référendum européen, donc à l'échelle européenne. En attendant, le rejet du texte « constitutionnel » a cassé l'élan de volonté politique.

Le choc déstabilisateur a été provoqué par la crise des subprimes et la faillite symbolique de la Banque Lehman Brothers en 2008. De crise financière importée des États-Unis, elle s'est répandue rapidement en crise sociétale, à la fois économique et politique. Cette situation a révélé les faiblesses et les défauts originels de l'Union dans les domaines même de sa compétence sous pression de la mondialisation et des distorsions de la concurrence, du dumping et de la poussée des puissances émergentes. L'angoisse devant un monde en pleine déstabilisation. La guerre commerciale lancée tous azimuts par Trump, en parallèle avec la course aux armements conventionnels et nucléaires. Autant de signes du désordre international, de l'accroissement de l'insécurité et des tensions qui coïncident avec l'imprévisibilité du Président américain et le risque de conflit mondial.

Dans cette confusion se profilent quelques orientations : la perte d'influence d'une Europe rongée par des divisions, incapable d'avoir une **position** commune accompagnée d'une **action** commune. Paul Kennedy a rappelé que le poids extérieur d'une entité politique ou d'un État est fonction de sa solidité et de sa capacité économique et socio-politique intérieure. Cet équilibre rompu conduit au déclin des empires. Quant à l'Union, les crises se déroulaient principalement au niveau macroéconomique. Or, nous sommes devant le premier cas où les effets de la « crise macro » touchent

¹ François Saint-Ouen, *L'Avenir fédéraliste de l'Europe II. Du Traité de Maastricht à celui de Lisbonne. Sur les traces de Dusan Sidjanski*, Bruylant, 2011.

directement les populations, la majorité des citoyennes et des citoyens, qui en souffrent dans leurs corps et leurs esprits. De surcroît, l'Union et ses peuples ont été exposés à un faisceau de menaces et de défis, tant intérieurs qu'extérieurs. Qu'il s'agisse de la Zone euro, des flux migratoires, de la paupérisation au lieu de la prospérité, du terrorisme, de la sécurité ou de la défense, ces domaines en interaction exigent tous, à des niveaux différents, le recours à des pouvoirs souverains. Ce constat a conduit le Président Macron à proposer « l'Europe souveraine ».

À l'évidence, la crise globale, importée des États-Unis, touche au cœur de l'Union qu'est la Zone euro. Cette avant-garde initiée par Jacques Delors s'inscrit dans le développement fluctuant de l'Union selon la stratégie de Jean Monnet, suivie depuis la CECA, qui enclenche un processus d'engrenage se propageant de secteur à secteur jusqu'à conduire automatiquement à l'Union politique. Cette vision qui rappelle le déterminisme est nuancée par l'approche pragmatique et la capacité d'adaptation des Pères de l'Europe. Cette démarche a son pendant théorique et politique dans le « spillover » d'Ernst B. Haas, enrichi par sa dimension de loyautés croissantes à l'égard de la communauté et la formation de partis politiques au niveau européen. Avec la crise existentielle de l'Union le processus sectoriel est arrivé à sa limite, alors que les partis comme les citoyens et leurs allégeances se rétractent vers les solidarités nationales. D'une seule voix de Cassandre Merkel et Hollande ont lancé un avertissement : le collapse de l'euro sonnerait la fin de l'Union européenne. À l'image des êtres vivants, si le cœur s'arrête il entraîne la mort de tous les organes. D'où l'urgente nécessité d'une action solidaire au sein de la Zone euro.

Au moment de l'éclatement de la crise qui a déclenché un engrenage à rebours, un « spilldown » qui s'est propagé dans tous les nerfs de la vie en société, les hauts responsables politiques ont été confrontés à un choix entre des mesures de réanimation :

a) Une qui suit à la lettre les traités qui prescrivent des critères de 3% de déficit et 60% d'endettement, qua-

lifiés par certains d'arbitraires et trop formels. Les règles sont accompagnées de responsabilités individuelles et de sanctions. Il est apparu que le traité de Lisbonne, dont l'entrée en vigueur a coïncidé avec les signes annonciateurs de la crise financière, n'avait pas prévu des instruments et des moyens anti-crise. Condition aggravante, le Président du Conseil européen s'est empressé de constituer un « groupe de travail » informel composé de Ministres des finances et du Commissaire chargé des affaires économiques. Je soupçonne que ce groupe a inspiré, sinon donné naissance à « l'Eurogroupe » informel, sans existence légale, qui est à l'origine du choix de **l'austérité** et du refus de mutualisation des dettes. Bref, au pied de la lettre des traités la Chancelière Merkel et son Ministre des finances ont rejeté la solidarité sans avoir mesuré les effets déstabilisateurs d'une récession prolongée, l'augmentation du chômage, les inégalités et la paupérisation, les clivages et l'irruption des national-populismes et extrémismes, avec des relents de la Grande Dépression de 1929/1930 et l'accession du nazisme confluant vers la Deuxième Guerre mondiale.

b) Au lieu de petits pas hésitants, de compromis imposés et de perte de confiance, l'Union nécessitait une initiative ambitieuse, une vision claire et une solidarité partagée. Une équipe inspirée par Jacques Delors, comprenant Tommaso Padoa-Schioppa et bien d'autres, y inclus Jean-Claude Juncker, a proposé l'émission d'obligations européennes - *eurobonds* - signalant aux marchés « l'irréversibilité de l'euro » et de l'intégration européenne. Les *eurobonds* permettraient de financer des grands travaux d'infrastructure de transports et de communications, des projets communs de recherche et d'innovation, d'éducation et de formation professionnelle, offrant de nombreux emplois au lieu du chômage, bref insufflant l'élan et le dynamisme en vue de la sortie rapide de la crise. En parallèle, cette mobilisation des ressources communes assurerait des ripostes à la mesure des défis du climat, du numérique, de la démocratie.

Paradoxalement, la gouvernance de l'avant-garde qu'est la Zone euro est en recul par rapport à la méthode communautaire. En s'inspirant des travaux de Karl W. Deutsch portant sur une trentaine d'études de cas de formation de communautés politiques, il résulte que les fédérations qui ont réussi se sont formées autour d'un noyau fédérateur dynamique. Il est temps qu'une force d'attraction, en constituant au sein de la Zone euro un groupe de volontaires et en recourant à des institutions communes dans leur dimension de 19, mette en mouvement l'Union toute entière dans le respect des valeurs et des principes de l'Union. Réforme qui s'inscrira dans le traité de Lisbonne et ses institutions selon les principes démocratiques.

Si l'austérité fait le lit des extrémismes et populismes antisystèmes, la crainte répandue devant les **flux migratoires** soulève le problème d'identité européenne, de sa fragilité et de sa nature affective. La vague de réfugiés et de migrants, quantitativement marginale, apparaît comme une menace par le choc des cultures et par le communautarisme qui tend à s'affirmer à l'encontre de l'esprit et des valeurs de l'Europe. Cette appréhension, souvent irrationnelle et affective qui met à l'épreuve l'identité européenne, s'accompagne d'une guerre des idées et des croyances comme d'actes terroristes et d'attentats-suicides. La mobilisation par des réseaux sociaux et la déstabilisation des sociétés démocratiques marquent une tendance de la renaissance des régimes autoritaires face à la violence. A l'opposé des appels à « plus d'Union », la dérive national-autoritaire se propage en Europe et érode la solidarité européenne.

En même temps, le Brexit entame le processus de sécession du Royaume-Uni, réticent certes devant plus d'Union et la méthode communautaire, fervent adepte du large, du libre-échange et de la coopération intergouvernementale, mais néanmoins partenaire indispensable de la France dans le domaine de la défense. Face à la menace de l'insécurité mondiale, l'Union sera-t-elle contrainte de renforcer sa défense tout en conservant le partenariat avec le Royaume-Uni, voire de restructurer ses organes de sécurité ? Or, comme dans le cas de la survie de l'euro et de l'Union, de la protection des citoyens

européens, ainsi que de l'influence de l'Europe dans le monde en voie de déstabilisation sous l'effet Trump, la crise multiforme dépasse la capacité du pouvoir économique de l'Union et dévoile ses insuffisances en capacité politique. Cette fois-ci l'Europe est en réalité à la croisée des chemins, devant un choix vital pour notre avenir :

- a) Se laissera-t-elle aller à l'accroissement des clivages et des confrontations, de la fragmentation de son unité et au retour des nationalismes comme des poussées indépendantistes régionales et à la perte de sa puissance économique, faute de pouvoirs politiques ? Le Projet européen à vocation fédérale – idée commune à Denis de Rougemont et Jean Monnet – est écartelé entre la méthode communautaire et le cancer de la pratique des coopérations intergouvernementales qui perpétuent la domination des Grands États. Pratique surannée qui tente l'Allemagne et un nombre croissant d'États membres. Alors que la preuve est faite que des agences issues de la crise reposant sur des traités internationaux perpétuent l'usage de l'unanimité qui demeure leur « maladie infantile ». D'ailleurs, la Chancelière fragilisée s'est ralliée à l'initiative du Président Macron qui prévoit un budget de la Zone euro, un Ministre des finances et un Fonds monétaire européen, mais à condition que celui-ci fonctionne à l'intergouvernemental.
- b) Ou bien sonnera-t-elle le réveil en insufflant espoir et élan dans l'unité de la diversité en créant un « cœur dynamique fédérateur » doté de souveraineté ? En effet, le nœud de la crise existentielle de l'Europe réside dans la réponse énergique et volontaire de mise en place d'un « cœur d'une Europe en marche », cœur politique susceptible d'apporter des répliques concrètes face aux menaces que ressentent de plus en plus tant les dirigeants que les citoyens européens. En regard des promesses trahies de prospérité et de solidarité, le cœur fédérateur est appelé à offrir un ensemble d'initiatives et d'actions garantissant la sortie de la crise et l'influence de l'Europe dans un monde qui assiste à l'avènement de nouveaux maîtres, les GAFAM, qui modèlent les esprits d'une

« révolution silencieuse ». Le tout se profilant vers une centralisation porteuse d'uniformité au lieu du respect des libertés et des diversités culturelles. A l'encontre du choc des cultures, source de conflits, l'Europe unie autour de son projet de fédération eu-

ropéenne peut s'affirmer par son action globale dans la communauté mondiale. Action novatrice fondée sur le dialogue planétaire des cultures et sur l'Europe souveraine promue par le Président Macron, porteur d'un projet de civilisation.